



Assemblée générale

Distr.: Limitée
10 octobre 2002

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**

Troisième session

Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002

Point 3 de l'ordre du jour

**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Projet révisé de convention des Nations Unies contre la corruption

[Le préambule n'a pas été examiné à la troisième session du Comité spécial.]

I. Dispositions générales

Article premier Objet

La présente Convention a pour objet:

- a) De promouvoir [de diffuser] [d'encourager] et de renforcer les mesures visant à prévenir [détecter] combattre [et éradiquer] [de manière plus efficiente et efficace] la corruption [sous toutes ses formes] [et les actes délictueux et autres infractions spécifiquement liés à la corruption];
- b) De promouvoir, [d'encourager] de faciliter et d'appuyer la coopération internationale dans la [prévention de la corruption et la] lutte contre la corruption, y compris [la restitution] du produit de la corruption [aux pays d'origine] [aux sources d'origine];
- c) De promouvoir l'intégrité, le comportement éthique [l'état de droit, la transparence et la responsabilité] et la bonne gouvernance publique et privée [la bonne gestion des affaires publiques].]



Article 2
Définitions [Terminologie]

Aux fins de la présente Convention:

a) On entend par “agent public” toute personne qui détient un mandat [législatif], exécutif ou administratif, judiciaire [ou militaire] [dans] [d’] un État Partie, à tout niveau de la hiérarchie, qu’elle ait été nommée ou élue, et toute personne qui exerce une fonction publique pour l’État Partie, [y compris pour un organisme public, une entreprise publique ou mixte, une institution publique ou un organe autonome] [tels que ces termes sont définis dans le droit interne de l’État Partie et appliqués dans la branche pertinente du droit de cet État]. [Est aussi considérée “comme agent public” toute personne qui conclut un contrat avec un État Partie, ou est engagée de quelque autre façon par un État Partie, pour remplir toute fonction, même si, conformément au droit de l’État Partie qui l’a engagée ou au droit de l’État dont elle est ressortissante, elle n’a pas le statut d’agent public ou de citoyen de cet État Partie.]
